

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1885 - 2 juin 1994 - 4 F

### D 1885 PÉROU : L'ARMÉE À NOUVEAU SUR LA SELLETTE

De graves événements se sont produits dans le piémont amazonien du département de Huánuco, au centre du pays. Une opération sanglante avait été effectuée par le Sentier lumineux dans la partie amont de la rivière Huallaga, un affluent du fleuve Amazone, à la manière d'autres opérations amazoniennes (cf. DIAL D 1808). En riposte l'armée procédait à des mitraillages par hélicoptère sur des populations locales, et à des exactions très graves sur le terrain qui se sont soldées par de nombreux morts et disparus. A l'heure où des officiers viennent d'être condamnés dans des affaires similaires (cf. DIAL D 1872), celle de Huallaga relance la polémique.

Texte de **Signos** du 29 avril 1994.

Note DIAL

### UN AUTRE AYACUCHO?

Sentier lumineux et l'armée péruvienne sont à l'origine, ces derniers jours, de violences graves qui évoquent pour nous les temps que nous pensions révolus du département d'Ayacucho.

A Satipo, dans le district de Mazamari, une colonne de quatre-vingts membres de Sentier lumineux armés de machettes a torturé puis assassiné dix huit personnes sans défense, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées qui ont été sauvagement mutilés.

Sur la rivière Huallaga, selon les témoignages des survivants, l'armée s'est elle aussi livrée à des scènes d'horreur. La Coordination nationale des droits de l'homme a reçu et publié des dénonciations sur des assassinats de civils au cours de l'opération militaire "Aries" contre la subversion, sur la rive gauche de la Huallaga (département de Huánuco). Les autorités militaires, certains médias liés au gouvernement et le président Fujimori lui-même ont cherché dans les premiers jours à démentir et à minimiser les faits.

Mais les témoignages des survivants qui ont réussi à s'enfuir, leur douleur muette devant la disparition d'êtres chers et le nombre important des personnes déplacées, cinq cents selon les informations, révèlent une pratique antisubversive que nous croyions révolue: faire disparaître les habitants sous prétexte qu'ils seraient tous du Sentier lumineux.

#### Que ne revienne pas l'horreur

La Coordination nationale des droits de l'homme a dénoncé auprès du procureur de la République que le vendredi 22 avril trente civils au moins avaient été tués ou avaient disparu du fait des forces armées.

D'après les récits des habitants des hameaux situés sur la rive gauche de la rivière Huallaga, dans le district José Crespo y Castillo, Rupa (province de Leoncio Prado,

département de Huánuco) l'opération militaire aurait commencé le 1er avril avec quelques "bombardements" sur leurs cases. La Coordination nationale des droits de l'homme a expliqué, dans sa conférence de presse du 21, que les habitants appellent "bombardement" le mitraillage en tir rasant depuis des hélicoptères.

*"L'hélicoptère a commencé à nous bombarder le vendredi, a raconté une survivante à la Coordination. Il nous a tous bombardés. En voyant ça on s'est sauvé dans la forêt et on est resté cinq jours sans manger. Quand on est revenu à la lisière, on a trouvé des citrons doux qu'on a sucés. A un monsieur qui passait en camionnette, on a demandé qu'il nous passe de ce côté-ci, et c'est comme ça qu'on s'est sauvé. C'est des bombes qui tombent et qui font des grandes aiguilles en fer, ça fait des trous et des sales piqûres."*

D'après le commandement politico-militaire de Huallaga, cette région était le théâtre d'opérations d'un contingent de Sentier lumineux fort de quatre cents membres, qui auraient pris plusieurs localités pour y installer des "comités populaires ouverts" sous le commandement du chef "Marcos" et autres cadres militaires importants de Sentier lumineux.

Cependant, le 9 avril, le chef du commandement politico-militaire du Front Huallaga, Alfredo Rodríguez Rivero, a déclaré en présence du général Hermoza, chef du commandement conjoint, que grâce aux opérations menées par l'armée dans ce secteur plus de deux mille terroristes repentis s'étaient livrés entre le 27 février et le 4 avril; et que dix-neuf "hauts responsables de Sentier lumineux du secteur" avaient été capturés. Ce qui se serait soldé par "le démantèlement de l'organisation terroriste et la fuite des quelques membres restants".

Sur ce point, des analystes comme Carlos Tapia et Fernando Rospigliosi ont fait remarquer qu'une telle mobilisation des forces spéciales était inutile dans cette région, étant donné que Sentier lumineux était pratiquement vaincu comme force militaire et qu'effectivement il ne restait plus qu'une population civile soumise.

#### Le rapport de la Coordination

Une commission de la Coordination des droits de l'homme, accompagnée d'un groupe de journalistes, s'est rendue dans la zone de conflit le samedi 16 avril pour y recueillir des témoignages directs (vidéo et magnétophone) de quelques-uns des survivants ayant fui la zone appelée "La Banda" où avaient eu lieu les tueries de civils.

La commission a trouvé treize cadavres, la plupart non identifiés, au hameau de Molluna localisé dans la "poche Cuchara" qui, avec la "poche Primavera", sont considérées comme des réduits de Sentier lumineux. La localité de Molluna est constituée de plusieurs hameaux: Molluna, Mohena, Carmen Alto, Cerro Cóndor et Santa Teresa, en face du village de Anda.

*D'après les témoins, les militaires ont mitraillé la population civile depuis des hélicoptères, incendié les cases, torturé et violé les femmes. L'un de ces témoins a déclaré: "On a été à Carmen Alto en remontant la rivière. Il y a des cadavres d'enfants, d'adultes, de femmes. Ils ont été arrosés. On a entendu à la radio qu'il y avait quatre morts à Molluna et qu'on ne pouvait pas y entrer à cause d'un affrontement. Mais c'est pas vrai: il a des quantités de morts. Avec mon époux il y en a au moins trois qui ont été tués. Dans la maison de la voisine il y en a à peu près huit. Ils ont violé des gamines, tout ça. Et à La Banda, il y a eu des filles violées et même une dame enceinte d'un mois. Je pouvais pas croire que les soldats étaient capables de tuer des enfants. On aurait dit que c'étaient pas des humains. C'est bien qu'on juge les terroristes mais on n'est pas des terroristes, on est des travailleurs. Et maintenant que je vais aller retrouver mes enfants, qu'est-ce que je vais leur dire sur leur papa?"*

La première déposition devant le procureur de Huánuco a été faite par une femme qui s'en est sorti vivante après avoir assisté à la torture et au viol d'une fillette de treize ans par une quinzaine de soldats; après avoir elle-même été violée par une dizaine de soldats; et après avoir vu ensuite assassiner dix paysans, dont son mari.

## Zone interdite

Dès le début de l'opération "Aries" la zone a été déclarée interdite par le commandement politico-militaire de Huallaga, empêchant ainsi la Croix-Rouge internationale d'y entrer alors que, conformément à un accord passé avec le gouvernement péruvien, elle a toute liberté de se déplacer dans les zones de conflit. La commission de la Coordination et le groupe de journalistes se sont aventurés dans la zone sans protection militaire. Par la suite, en réplique aux dénonciations faites, le général Nicolás de Bari Hermoza a invité des journalistes pour une visite guidée dans le même endroit, mais sans leur permettre de rencontrer des témoins.

Le procureur de la République et la commission des droits de l'homme du Congrès constituant démocratique se sont rendus à Huallaga le vendredi 22 avril pour vérifier les dénonciations de la Coordination en procédant à l'identification des cadavres et en recueillant de nombreux témoignages. Le P. Daniel Leblanc, des Oblats de Marie-Immaculée, voyageait avec eux. (...)

Le commandement politico-militaire du Front Huallaga, pour sa part, a relancé son appel aux membres de Sentier lumineux à déposer les armes et à bénéficier de la loi sur les repentis. Cela n'empêche pas l'armée de poursuivre son objectif: en finir avec le dernier bastion militaire de Sentier lumineux. D'après les informations de l'armée, celle-ci aurait subi huit attaques et perdu trois hommes.

En réponse aux critiques de la Coordination nationale des droits de l'homme sur les mitraillages de la population civile, le général Alfredo Rodríguez a déclaré que *"ce ne sont ni des hameaux ni des villages; ce sont des zones d'accès aux secteurs dits "libérés" La zone n'a pas été bombardée mais mitraillée"*. Il a ajouté: *"Nous sommes en guerre. C'est pourquoi nous n'avons pas autorisé la présence de la presse et de la Croix-Rouge, car c'est nous qui serions responsables de ce qui peut vous arriver. C'est en pleine forêt du Huallaga central."* Et à l'intention de la Croix-Rouge: *"Ils parlent avec les échelons de commandement de Sentier lumineux et ils sortent les informations ."*

Le combat légitime contre la subversion ne justifie aucunement une agression aveugle contre la population civile, a déclaré la Coordination nationale des droits de l'homme: *"La présence de subversifs dans une localité quelconque ne peut justifier une attaque massive et sanglante contre les habitants. Et encore moins quand on voit les effets funestes de ces pratiques dans un passé que nous pensions révolu."*

Mais pour le général Rodríguez, tous les habitants de la zone de Huallaga sont des "narco-terroristes", ainsi que le rapporte Caretas. Le général ajoute: *"Il y a dans cette région un "comité populaire ouvert" qui rassemble cinq cents personnes. Ce sont tous des membres de Sentier lumineux, les uns combattants, les autres collaborateurs, même s'ils sont forcés."* Pour le général, même les enfants de huit ans sont du Sentier lumineux et savent manier un fusil Fal. (...)

## Un autre Ayacucho?

Pour bien des personnes, ce qui se passe à Huallaga rappelle les tristes souvenirs de la guerre sale dans la province d'Ayacucho. Des pratiques dépassées pour une armée qui avait appris depuis à traiter efficacement la subversion par l'organisation de groupes d'auto-défense, par des campagnes psycho-sociales et par une aide humanitaire aux populations les plus pauvres. Revenir à de telles pratiques c'est revenir à une horreur dont personne ne veut plus au Pérou.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441